

REPUBLIQUE FRANCAISE
ARRONDISSEMENT ET CANTON DE LA REGION LIMOUXINE
DEPARTEMENT DE L'AUDE
COMMUNE DE LIMOUX
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
AUTORISATION DE VOIRIE

AR-PM-11-206-2022-0396

Domaine : Libertés publiques et pouvoirs de police

Sous Domaine : Police Municipale

Nous, Maire de la Commune de LIMOUX

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Vu mon arrêté en date du 5 Novembre 2020, portant délégation de signature.

Vu l'Article L 2122-18, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la Décision du Maire n°11-206-2021-0232 relative aux Tarifs 2022 des Droits de Place conformément à la Délibération du Conseil Municipal en date du 9 Juillet 2020 reçue en Préfecture de l'Aude le 20 Juillet 2020 ayant pour objet - pouvoirs du Maire - délégation du Conseil Municipal - Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la demande de l'Entreprise INRAP-MEDITERRANEE qui sollicite l'autorisation d'installer une base de vie de chantier, Allée des Marronniers à l'angle de la Tour des Marronniers à LIMOUX du Mardi 2 Août 2022 au Vendredi 19 Août 2022.

Considérant qu'afin de sécuriser le chantier, l'Entreprise INRAP-MEDITERRANEE s'engage à observer les dispositions règlementaires de sécurité quant aux travaux et à la circulation des piétons et des véhicules.

- ARRETONS -

Article Premier : A l'occasion des travaux effectués par l'Entreprise INRAP-MEDITERRANEE dont le siège social est situé 6 rue du Fer à Cheval – 66240 SAINT-ESTEVE, cette dernière est autorisée à installer une base de vie mobile de chantier au lieu cité ci-dessus à LIMOUX du Mardi 2 Août 2022 - 8 heures au Vendredi 19 Août 2022 - 18 heures.

Article 2 : La signalisation du chantier devra être assurée par l'Entreprise INRAP-MEDITERRANEE qui demeure responsable de tout accident occasionné par la pose de la benne et notamment en ce qui concerne la circulation des piétons et des véhicules.

Article 3 : Toute infraction ou extension aux dispositions et conditions prescrites au présent, sera poursuivie comme contravention aux lois et règlements en la matière.

Article 4 : L'Entreprise INRAP-MEDITERRANEE sera tenue d'acquitter le droit de voirie sur la base du tarif établi par décision du Maire.

Article 5: Messieurs les Agents de la Police Municipale, Monsieur l'Adjudant-Chef Commandant la Communauté des Brigades de Gendarmerie de LIMOUX et SAINT HILAIRE et l'Entreprise INRAP-MEDITERRANEE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en MAIRIE, LIMOUX le 27 Juillet 2022
Pour le MAIRE et par délégation

L'Adjoint au Maire,



Pierre ROUQUIROL